



Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire ?

Laëtitia Guilhot

► To cite this version:

Laëtitia Guilhot. Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire ?. XXXIèmes journées ATM "Le bilan des Objectifs du Millénaire pour le développement 15 ans après : réduction de la pauvreté et/ou montée des inégalités ?", Association tiers-monde, Centre de recherche en économie appliquée à la mondialisation, Jun 2015, Rouen, France. 16 p. halshs-01165405

HAL Id: halshs-01165405

<https://shs.hal.science/halshs-01165405>

Submitted on 19 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Communication au Colloque de l'ATM
Rouen, 3-5 juin 2015**

**Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de
la trappe à revenu intermédiaire ?**

**Laëtitia Guilhot, MCF, IAE Lyon, CREG (Centre de Recherche en Economie de Grenoble)-
Univ. Grenoble Alpes**
Laetitia.guilhot@upmf-grenoble.fr

Mots clés : modèle de croissance, Chine, trappe à revenu intermédiaire (middle income trap)

Codes Jel : O14, O40, O53

Résumé

Le modèle de croissance chinois mis en place fin des années 70, reposant sur une forte compétitivité-cout et prix, a permis le développement économique de la Chine. Depuis le début du XXI^{ème} siècle, les autorités chinoises prennent conscience des limites économiques, sociales et environnementales de ce modèle. Elles tentent, depuis, de mettre en place un mode de consommation et de production soutenable. Si ce modèle aboutit, cela permettrait à l'économie chinoise de relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire.

Title : The new growth model of the Chinese economy as a way to face a challenge of the middle income trap ?

Abstract

The Chinese growth model set up in the 70s and based on strong cost and price competitiveness, has allowed China's economic development. Since the beginning of the XXI century, the Chinese authorities are aware of the economic, social and environmental limits of this model. They have trying to set up a model of sustainable consumption and production. If this model is successful, this would allow the Chinese economy to face the challenge of the middle-income trap.

En septembre 2000, 189 Etats adoptent la Déclaration du Millénaire dans laquelle huit objectifs pour le développement (OMD, Objectifs du Millénaire pour le Développement) sont proposés. L'amélioration des conditions de vie de la population partout dans le monde est au cœur de ce programme. Le bilan sur ces OMD est réalisé cette année. Actuellement, une concertation mondiale sur un Agenda post-2015 a été mise en place. Elle doit aboutir à l'adoption des Objectifs du Développement Durable (ODD) en septembre 2015 par les Nations Unies. La question du développement durable (DD) et notamment d'un mode de production et de consommation soutenable devient maintenant au cœur des réflexions internationales. Cette évolution des perceptions se constate également dans les stratégies de développement menées par certains pays émergents notamment la Chine.

Le modèle de croissance chinois mis en place à la fin des années 70, basé sur la promotion des exportations de biens à faible valeur ajoutée et sur la satisfaction de la demande extérieure, a permis de satisfaire la préférence nationale, à savoir le développement. Mais depuis le début du XXI^{ème} siècle, les autorités chinoises ont pris conscience des limites économiques, sociales et environnementales de ce modèle, ainsi que de son essoufflement à terme. Elles tentent, depuis, de mettre en place un mode de consommation et de production soutenable. Elles intègrent donc la dimension du DD dans la mise en place d'un nouveau modèle de croissance.

Cet article vise ici un double objectif. D'une part, il fait un bilan sur l'ancien et le nouveau modèle de croissance chinois. En effet, depuis le XI^{ème} plan (2006-2010), les autorités chinoises souhaitent passer d'un modèle de croissance basé sur la production de biens à faible valeur ajoutée (VA) et sur la satisfaction de la demande externe à un modèle basé sur la production de biens à forte VA et sur la satisfaction de la demande interne. La crise de 2007 vient renforcer cette inflexion. D'autre part, il questionne le nouveau modèle souhaité par les autorités chinoises: permettrait-il à l'économie chinoise de relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire (*middle-income trap*) ?

Afin de réaliser ce double objectif, cet article se décompose en trois points. Le premier point présente le modèle de croissance sur lequel a reposé le développement de la Chine jusqu'au début du XXI^{ème} siècle – modèle basé sur une forte compétitivité-coût et prix. Le deuxième point se focalise sur le modèle que les autorités chinoises tentent actuellement de mettre en place –modèle davantage autocentré et basé sur la production des biens haut de gamme. Enfin, le dernier point questionnera la capacité ou non de l'économie chinoise à relever en partie le défi de la trappe à revenu intermédiaire via l'instauration du nouveau modèle de croissance.

I/ 1978-2007 : le modèle de croissance chinois basé sur une forte compétitivité-cout et prix

La Chine a fait reposer sa stratégie de développement sur la promotion des exportations (1.1), qui s'appuie sur deux piliers principaux : des couts de production peu élevés (1.2) et une monnaie faible (1.3). Ce modèle a permis un fort développement économique à la Chine mais s'essouffle au début du XXI^{ème} siècle.

1.1 Une stratégie de développement axée sur la promotion des exportations

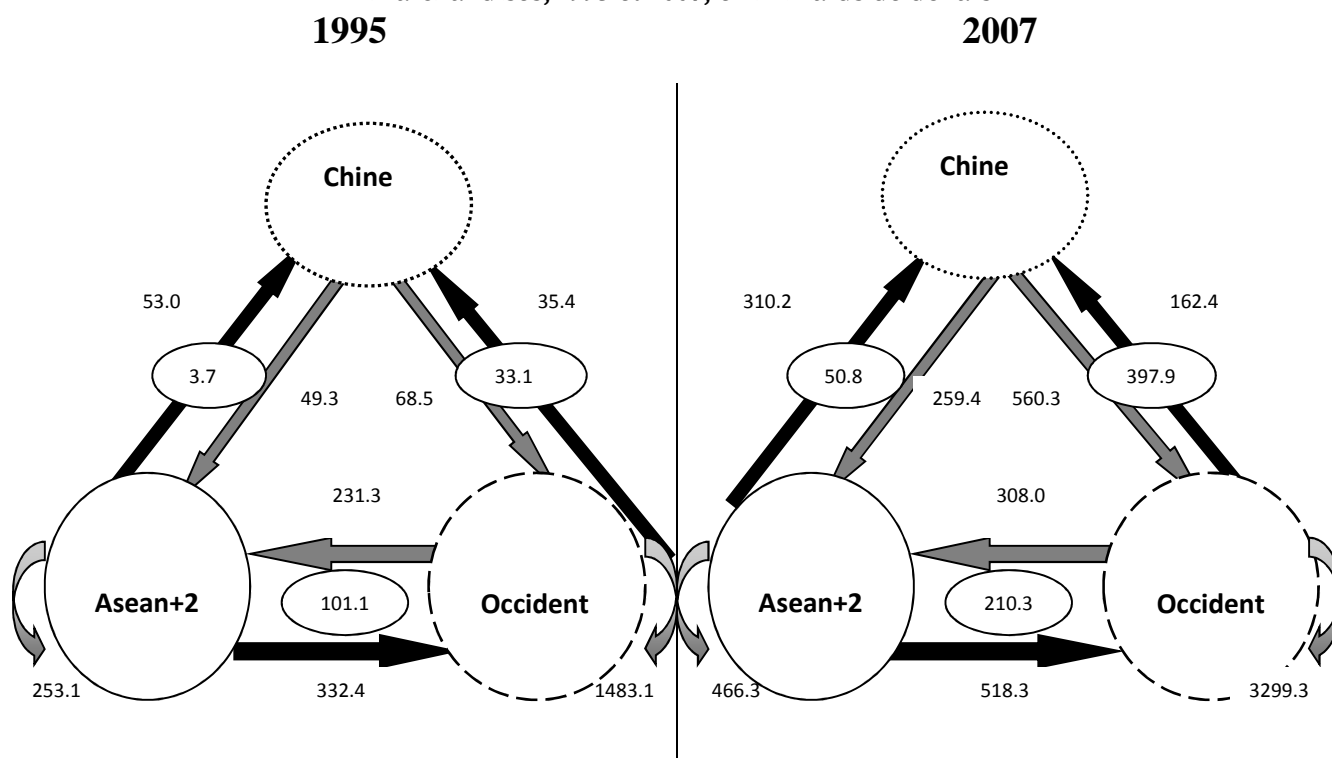
Les autorités chinoises, à l'instar des autres pays asiatiques, ont mené une stratégie de développement basée sur la promotion des exportations¹. A partir de 1978 avec les réformes mises en place par Deng Xiaoping, l'économie chinoise s'ouvre progressivement au reste du monde. Son ouverture s'accélère dans les années 90 et culmine avec son adhésion à l'OMC en 2001. Ce modèle de croissance a permis aux autorités chinoises de satisfaire leur objectif, à savoir le développement du pays, en ayant un taux de croissance à deux chiffres jusqu'à la crise de 2007. Depuis 2008, sa croissance s'est contractée. Sur ces trois dernières années, elle oscille aux alentours de 7-8%. L'essor de son excédent commercial depuis le milieu

¹ Pour une analyse montrant la variété des profils d'exportateurs en Asie de l'Est, voir Lectard et Piveteau (2015).

des années 90 démontre la réussite du modèle de croissance basé sur la promotion des exportations. Il est passé, de 1990 à 2008, de 13 à 549,5 milliards de dollars².

Cette insertion dans l'économie mondiale a permis à l'économie chinoise de devenir une plate-forme de réexportation dont les composants proviennent principalement des pays est-asiatiques (Ravenhill, 2006). Un commerce triangulaire³ s'est ainsi mis en place. Schématiquement, la Chine importe des pièces et composants en provenance des autres économies asiatiques pour les assembler. Elle exporte ensuite les biens finis principalement vers les grandes économies développées. La Chine enregistre alors un déficit commercial avec ses principaux partenaires asiatiques alors qu'elle est largement excédentaire vis-à-vis des nations occidentales (Etats-Unis en particulier) (Figuière et Guilhot, 2008 et 2010). Le rôle de plateforme de réexportations joué par la Chine en Asie de l'Est jusqu'en 2007 est illustré par le graphique ci-dessous.

Graphique 1 Le commerce triangulaire : les flux d'exportations et d'importations de marchandises, 1995 et 2007, en milliards de dollars



Source : Calculs de l'auteure à partir de la base de données Chelem

ASEAN : Association des Nations du Sud-Est Asiatique, association créée en 1967 qui inclut 10 membres : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour, Brunei, Cambodge, Laos, Birmanie et Vietnam

ASEAN+2 : les dix pays membres de l'ASEAN ainsi que la Corée du Sud et le Japon ; l'Occident : l'Union Européenne à 15 et les États-Unis.

Ces variations « opposées » des soldes de la balance commerciale des trois pôles illustrent le bouclage de l'Asie sur le reste du monde. En 2008, ce que l'Asie consomme, elle peut le produire, ce qu'elle produit, elle ne peut le consommer (Figuière et Guilhot, 2010). Une limite de cette stratégie de développement mise en place par les économies est-asiatiques et, notamment, par l'économie chinoise est ainsi révélée. Cette prise de conscience commence dès le début des années 2000. La crise des *subprimes* ne fera que renforcer cette prise de conscience et la volonté de la part de l'Etat chinois d'infléchir son modèle de croissance et de le faire reposer sur la promotion des exportations à forte VA et sur la satisfaction de la demande interne.

² Données Chelem

³ L'expression de « commerce triangulaire » est utilisée notamment par Gaulier, Lemoine, Unal-Kesenci (2006).

1.2 La compétitivité-cout comme premier pilier de la stratégie chinoise de développement

Le modèle de croissance chinois qui prévaut jusqu'au milieu des années 2000 repose pour partie sur une forte compétitivité-cout. Les rémunérations relativement faibles des salariés chinois sont un facteur qui attire les implantations des entreprises étrangères (Cf. Tableau ci-dessous). La Chine devient ainsi l'Atelier du monde. Les entreprises est-asiatiques et occidentales s'implantent sur le sol chinois afin de bénéficier de ces conditions de production avantageuses. Depuis les années 90, les firmes japonaises se déploient sur le territoire chinois, en menant d'ailleurs la même stratégie qu'elles emploient dans les autres pays asiatiques (Boulanger, 2006).

Tableau 1 : Salaire horaire dans l'industrie manufacturière en dollar US

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Etats-Unis	27,4	28,5	29,3	30,1	30,4	32	32,7	34,1	34,7	-
Allemagne	27,5	33,6	37,2	37,4	39,2	43,3	47,5	45,8	43,8	47,5
France	25,6	31,6	36,0	37,2	38,8	43,7	48,1	45,7	45,2	49,1
Brésil	3,08	3,23	3,82	5,02	5,99	7,11	8,44	8,14	10,0	-
Mexique	5,59	5,31	5,26	5,61	5,88	6,17	6,47	5,70	6,23	-
Vietnam	0,15	-	0,20	-	0,35	0,36	0,38	0,40	0,47	-
Chine	0,59	0,67	0,76	0,86	1,00	1,22	1,55	1,65	1,79	-
Thaïlande	1,16	-	1,20	-	1,26	1,28	1,30	1,09	1,26	1,29
Philippines	1,02	1,02	1,09	1,20	1,34	1,59	1,77	1,71	1,90	-
Cambodge	0,25	0,26	0,21	0,23	0,21	0,26	0,29	0,29	0,25	0,28
Indonésie	0,31	0,41	0,49	0,49	0,49	0,55	0,48	0,51	0,73	0,66

Source : données compilées par Natixis à partir de sources nationales, d'après Torija Zane et Xu (2012, 7)

1.3 La compétitivité-prix comme second pilier de la stratégie chinoise de développement

La politique de change demeure aussi un outil mobilisé par les autorités chinoises dans le cadre de leur stratégie de développement économique (Cf. Encadré 1). La faiblesse relative du yuan accentue la compétitivité des produits chinois sur les marchés étrangers, déjà relativement importante, étant donné le faible niveau des coûts de production (Figuière et Guillot, 2011). Cette compétitivité-prix assure des débouchés aux secteurs exportateurs –firmes étrangères implantées en Chine incluses – qui contribuent majoritairement à la création de richesses et d'emplois en Chine. L'appréciation progressive du renminbi depuis son ancrage à un panier de monnaies en 2005 (avec une période d'interruption de deux ans lors de la Grande récession, 2008-2010) montre que la politique de change devient moins centrale dans la stratégie de développement de l'Etat chinois (Cf Graphique 3).

Encadré 1 : La politique de change de la monnaie chinoise

Le yuan, ou renminbi (RMB), désignation officielle de la monnaie chinoise, a été créé le **1^{er} décembre 1948**, concomitamment à la fondation de la Banque populaire de Chine qui deviendra la Banque Centrale. Sur la période **1972-1979**, le yuan s'établit à 1,50 dollar.

À partir du début des années 1980, les autorités chinoises procèdent à des dépréciations successives afin de renforcer – ou maintenir – la compétitivité des exportations chinoises.

Entre **1994 et 2005**, une politique de parité fixe par rapport au dollar est mise en place. Un dollar s'échange alors contre 8,3 yuans. Lors de la crise asiatique de 1997, les autorités chinoises décident de ne pas dévaluer leur monnaie afin de ne pas pénaliser davantage leurs voisins en difficulté. Cette attitude permet également d'exprimer leur « solidarité régionale » et ainsi d'améliorer leur image.

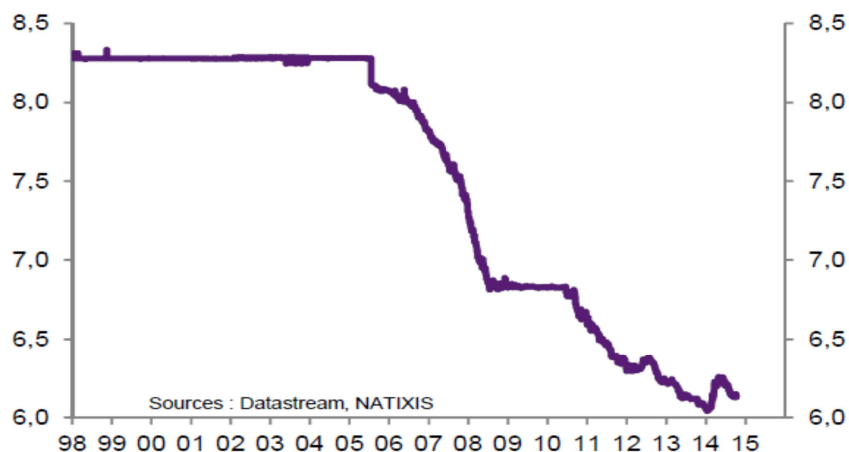
Le **21 juillet 2005**, les autorités chinoises, *via* la Banque centrale de Chine, décident d'abandonner cette stratégie d'ancrage fixe au dollar. Elle est remplacée par un ancrage à un panier de devises qui comprend le dollar, l'euro, le won, le yen mais aussi le ringgit malais, le rouble, le dollar canadien, le dollar australien, la livre sterling et le baht thaïlandais. Néanmoins, les pondérations ne sont pas rendues publiques. Les autorités chinoises font en fait régulièrement évoluer ces pondérations afin d'éviter une trop forte

appréciation du RMB (Aglietta et Landry, 2007). Cette réforme s'accompagne d'une appréciation de 2 % du yuan contre dollar et d'une « autorisation » de fluctuation quotidienne comprise entre +/- 0,3 % du taux de change contre le dollar (élargie en 2006 à +/- 0,5% et 2014 à +/- 2%). Cette appréciation contrôlée du yuan a permis une revalorisation de plus de 20 % de la devise chinoise par rapport au dollar en l'espace de trois ans. En 2008, le dollar s'échangeait ainsi contre 6,83 yuans.

À partir de juillet 2008, les autorités chinoises annoncent un retour à un ancrage au dollar. Elles considèrent en effet que l'expérience d'une gestion par panier du renminbi n'est pas compatible avec l'aggravation de la crise financière mondiale, et surtout avec la chute des exportations chinoises (qui baissent de 21 % en 2009 selon la Banque mondiale). À partir de cette date, la devise chinoise suit l'évolution du dollar.

Mi-juin 2010, les autorités chinoises annoncent leur volonté de revenir à une stratégie « de panier ». Elles considèrent en effet que les conditions économiques nationales et internationales sont suffisamment stabilisées. Jusqu'au printemps 2014, le renminbi continue son appréciation et atteint son plus haut niveau vis-à-vis du dollar depuis 1994. Depuis, il alterne des phases de dépréciation et d'appréciation. Il connaît ensuite une légère dépréciation au printemps 2014 sous l'influence de la détente quantitative menée par le gouvernement américain. Fin 2014, une appréciation du yuan par rapport au dollar est de nouveau d'actualité. Depuis le début de cette année, le renminbi se déprécie par rapport au dollar. Le 12/03/2015, un dollar US s'échange contre 6,26 yuans renminbi.

Graphique 2 : Taux de change du yuan contre le dollar (1\$=... RMB)



Source : Artus (2014a, 8)

Jusqu'en 2007, les prix chinois à l'exportation de produits manufacturés ont augmenté à peu près au même rythme que les prix mondiaux mais entre la fin 2008 et la fin 2012, les prix chinois ont augmenté de 30 %, contre 5% pour les prix mondiaux (Lemoine et al., 2015). Ainsi, l'économie chinoise ne peut plus faire reposer sa croissance sur sa compétitivité-prix et doit, elle doit passer à un nouveau modèle de croissance, reposant davantage sur la production de biens à forte VA et sur la satisfaction de la demande interne.

Par ailleurs, ce modèle de croissance comporte également d'importantes limites environnementales. En 2013, la Chine est le premier émetteur d'émissions de gaz à effet de serre sur la planète et représente 28% des émissions mondiales. La Chine est aussi le premier producteur et consommateur de charbon dans le monde. Ce modèle a conduit un accroissement de la consommation d'énergie et de la pollution. Depuis le début du XXI^{ème} siècle, la croissance et l'amélioration des conditions environnementales deviennent, toutes deux, des priorités pour les autorités chinoises. Le XI^{ème} plan quinquennal (2006-2010) insufflé les premières réflexions sur les politiques énergétiques et climatiques. Le XII^{ème} plan (2011-2015) met explicitement au centre de l'économie chinoise la préoccupation environnementale. Il inclut, pour la première fois, la question de la lutte contre le changement climatique et introduit une série de réglementation en faveur de la conservation de l'énergie (Zhou et Delbosc, 2013). La Chine se convertit ainsi au développement durable non pas à la suite de pressions internationales mais de pressions internes (Berthaud et al., 2015).

II/ Début XXIème, le passage à un nouveau modèle de croissance ?

Depuis le XI^{ème} plan, les autorités chinoises ont conscience que le modèle de croissance engagé jusqu'ici s'essouffle. La crise de 2007 et la prise de conscience de la très grande dépendance aux débouchés occidentaux vont pousser les autorités chinoises à infléchir leur modèle de développement et a passé à un modèle basé sur la production de biens à haute technologie et sur la satisfaction de la demande intérieure. Le XII^{ème} plan quinquennal s'inscrit dans cette perspective (Molinier et al., 2011). Cette partie vise à montrer que l'on commence à constater une évolution du modèle chinois notamment dans son commerce extérieur (2.1) mais que les bases sur lesquelles les autorités chinoises souhaitent le faire reposer - demande interne (2.2) et production de biens à forte VA (2.3)-, demeurent encore fragiles et doivent continuer d'être développées.

2.1 Inflexion du commerce extérieur chinois

Le rééquilibrage souhaité dans le modèle de croissance commence doucement à porter ses fruits, notamment au niveau de l'évolution du commerce extérieur chinois. La Chine continue de progresser dans le commerce mondial. La part du pays dans les exportations mondiales de marchandises est passée de 8,7% à 11,8% entre 2007 et 2013. Mais le commerce triangulaire ne semble plus être une caractéristique de son commerce en 2013 (cette tendance doit être confirmée dans les années à venir). La Chine continue de présenter une balance commerciale excédentaire vis-à-vis de l'Occident (s'élevant à 415,5 milliards de dollars en 2013) mais le déficit vis-à-vis des pays asiatiques s'effondre, arrivant presque à une situation d'équilibre dans les relations commerciales intra-régionales (moins d'1 milliard de dollars de déficit en 2013) (Cf Tableau 2). Cette forte contraction du déficit commercial de la Chine vis-à-vis des pays de l'ASEAN+2 s'explique par une croissance des exportations chinoises plus que proportionnelle à la croissance de ses importations. Les exportations chinoises ont, particulièrement, augmenté ces trois dernières années vers les pays de l'ASEAN.

Tableau 2 : Echanges commerciaux de marchandises (flux et soldes) entre la Chine, l'ASEAN+2 et l'Occident, en milliards de dollars, 2008-2013

	2008			2009			2010			2012			2013		
	export	Import	solde	export	import	solde	export	import	solde	export	import	Solde	export	import	solde
Chine	A+2			A+2			A+2			A+2			A+2		
	302,5	341,2	-38,7	250,5	309,1	-58,4	359,4	452,3	-92,9	473,7	505,8	-32,1	506,4	507,2	-0,8
Chine	Occident			Occident			Occident			Occident			Occident		
	607,5	185,2	422,3	520,3	180	340,3	649,6	237,3	412,3	709,3	287,8	421,5	724	308,5	415,5
A+2	Occident			Occident			Occident			Occident			Occident		
	525	333,2	191,8	390,1	268,9	121,2	474,2	330,7	143,5	521,8	395,5	126,3	518,9	395,8	123,1

Source : Calculs de l'auteure à partir de la base de données Chelem

ASEAN+2 : les dix pays membres de l'ASEAN ainsi que la Corée du Sud et le Japon ; l'Occident : l'Union Européenne à 15 et les États-Unis.

Une analyse plus fine du commerce extérieur chinois montre que ce dernier ne repose plus seulement sur le commerce de *processing* (opérations internationales d'assemblage) mais de plus en plus sur le commerce « ordinaire » (exportations de biens produits localement et importations destinées à la satisfaction de demande nationale). En effet, le commerce chinois de *processing* diminue depuis 2007. Mesuré en pourcentage du PIB, sa part a été divisée par 2 entre 2007 et 2013, passant de 18% à 9% (Lemoine, 2014). La diminution de la part des produits importés dans les exportations chinoises le confirment : elle passe de 60% au milieu des années 90 à 35% aujourd'hui. La Chine incorpore ainsi de plus en plus de produits réalisés sur le sol national dans ses exportations (Constantinescu et al., 2014). Par ailleurs, ses exportations ordinaires sont dominées par les entreprises chinoises. Elles réalisent près des trois-quarts de ces

exportations en 2012 au détriment des entreprises à capitaux étrangers (Lemoine et al., 2015). L'économie chinoise mise de moins en moins sur son rôle d'Atelier du monde ou de plate-forme de réexportation comme moteur de sa croissance.

Le commerce ordinaire s'affirme ainsi et dépasse le commerce d'assemblage depuis 2011 pour les exportations et, depuis 2007, pour les importations. Cette part en progression s'explique principalement, pour les importations ordinaires, par la croissance de la demande intérieure et pour les exportations ordinaires, par la croissance des exportations vers les économies émergentes ou en développement. En 2014, ils reçoivent plus du tiers de ces exportations (soit deux fois plus qu'en 1997) (Lemoine et Unal, 2015). La hausse des exportations vers l'ASEAN pourrait ainsi s'expliquer par cette nouvelle orientation. La forte contraction de la demande des pays occidentaux après la crise des *subprimes* a poussé la Chine à réorienter ses exportations vers des marchés plus dynamiques, à savoir les pays émergents ou en développement.

Un changement structurel dans la nature de ces biens échangés apparaît également: les biens d'équipement s'affirment au détriment des biens de consommation. Dès 2008, leurs excédents commerciaux sont supérieurs à ceux des biens de consommation. Ils sont passés d'un solde négatif (-7,3 Milliards de dollars) en 1990 à un solde largement excédentaire en 2013 (l'excédent le plus élevé avec un montant de 545,9 milliards de dollars). Les biens intermédiaires connaissent la même évolution : en 1990, la Chine est un importateur net de biens intermédiaires avant de devenir un exportateur net à partir de 2007 (Cf. Tableau 3).

Tableau 3 : Solde de la balance commerciale de la Chine par produits, en milliards de dollars, entre 1990 et 2013

Produit	1990	1995	1997	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	13,0	27,9	59,0	115,4	300,9	373,1	476,3	549,5	417,5	454,6	468,1	527,7	576,8
Primaires	3,5	-2,2	-1,8	-15,3	-84,9	-120,2	-156,2	-235,9	-196,9	-302,7	-437,0	-465,4	-486,1
Manufacturés de base	0,3	0,4	1,1	-3,3	-8,7	4,5	14,8	43,1	-23,6	-18,0	-5,8	0,5	7,7
Produits mixtes	5,3	10,9	12,7	25,8	57,7	61,0	68,9	70,2	63,9	75,9	77,3	92,9	102,1
Biens intermédiaires	-5,0	-15,5	-14,6	-8,9	-7,5	-2,1	23,1	64,0	34,2	42,5	79,4	91,8	102,5
Biens d'équipement	-7,3	-12,2	-0,2	26,5	150,8	198,7	250,4	307,1	284,8	380,1	455,5	510,0	545,9
Biens de consommation	17,0	48,4	61,9	91,6	195,8	234,5	279,9	305,7	265,9	291,2	316,7	315,9	324,7

Source : Chelem

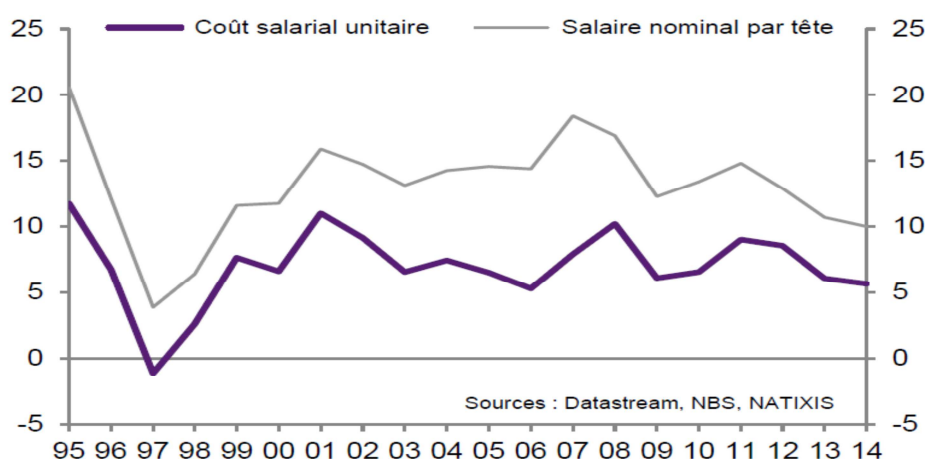
Les dernières données sur le commerce international de la Chine (janvier 2015)⁴ font état d'une baisse relativement faible de ses exportations (environ 3%) et d'un recul marqué de ses importations (environ 20%) – recul le plus important depuis ces cinq dernières années-, lui permettant ainsi de dégager un excédent commercial record de 60 milliards de dollars sur le mois. La forte chute des importations s'explique par des raisons externes (ralentissement de la demande mondiale et baisse des cours des matières premières) et par des raisons internes (essoufflement du marché immobilier et demande intérieure atone). La faiblesse de la demande interne montre bien que les autorités chinoises n'ont pas encore assez développé ce pilier du nouveau modèle de croissance.

2.2 Une demande interne encore faible et inégale

La dépendance trop forte aux débouchés occidentaux révélée par la crise de 2007 pousse les autorités chinoises à développer la demande interne. Le gouvernement central pousse les autorités locales à accroître les salaires minimum dans leurs provinces. Entre 2005 et 2013, le salaire minimum moyen en Chine est passé de 44,4 dollars à 210 dollars (Artus, 2015). Plus généralement, les salaires chinois connaissent une hausse relativement rapide depuis les 15 dernières années. Cette croissance a permis une hausse du niveau de vie et la création d'une classe moyenne (Clément et Rougier, 2015) qui permettrait à terme une croissance plus importante de la consommation nationale.

⁴ <http://www.lesechos.fr/monde/chine/0204143328026-le-recul-des-importations-chinoises-saccelere-1091231.php>

Graphique 3 : Coût salarial unitaire et salaire nominal par tête en Chine, en % et par an, 1995-2014



Source : Artus (2015,7)

Afin de favoriser le rééquilibrage de la croissance par la hausse de la consommation intérieure, les autorités chinoises doivent également mettre en place des mesures afin de réduire l'épargne des ménages chinois. Cette dernière est, en effet, passée de 18% du PIB à 25% entre 1998 et 2011. Etant donnée la faiblesse du système de protection sociale, les ménages chinois réalisent une épargne de précaution. Le XII^{ème} plan s'inscrit dans cette perspective. Il prévoit l'amélioration des soins pour l'ensemble de la population en promouvant notamment l'évolution du système de santé (réforme des hôpitaux) et la mise en place d'une couverture santé pour toute la population, avec un alignement du taux de remboursement du régime des non-salariés urbains et du régime rural (respectivement de 50% et 40%) sur celui du régime des employés urbains (70%). A la fin du XII^{ème} plan, les dépenses sociales devraient passer de 36% à 38% des dépenses publiques, la priorité étant accordée aux régions à faible revenu par le biais de transferts intergouvernementaux (OCDE, 2013). La hausse des salaires ainsi que le développement progressif de la protection sociale ont permis une réduction de la pauvreté absolue. Au cours des trois dernières décennies, plus de 500 millions de chinois sont sortis de la pauvreté, un record historique (Banque Mondiale, 2013). Le taux de pauvreté absolue - en dessous de 1,25 dollar par jour - a diminué fortement passant de 84 % en 1981 à 26 % en 2005. La pauvreté relative, équivalente à la moitié du niveau de vie médian, a, quant à elle, augmenté de 12 % à 18 %, car les niveaux de vie des classes moyennes et aisées ont plus vite augmenté que ceux des ménages les plus démunis (OCDE, 2010).

Cependant, malgré le fort développement économique de la Chine sur les 40 dernières années et l'amélioration de son indicateur de développement humain (IDH) de l'ordre de 0,719⁵ (niveau de développement « élevé », soit 91^e rang mondial en 2013 selon le PNUD), les inégalités restent fortes même si elles sont cessées de se creuser depuis 2008 (sommet atteint à cette date) selon le dernier rapport de l'OCDE (2013). En passant de 0,3 en 1978 à 0,47 en 2013, selon le Bureau national des statistiques chinois, l'indice de Gini a franchi le seuil critique des 0,4, « *considéré comme le niveau de déclenchement des troubles sociaux* » (De Rambures, 2013, 199). Des inégalités sociales et économiques se sont surtout creusées entre les villes et les campagnes. Les inégalités régionales ont reculé sensiblement ces dernières années (OCDE, 2013). Des progrès sont ainsi à réaliser dans la redistribution des revenus sur le territoire chinois. L'effort des autorités chinoises doit continuer et perdurer pour que la demande interne devienne, en effet, à terme, un pilier du nouveau modèle de croissance.

⁵ L'IDH chinois s'élevait à 0,407 en 1980 et 0,581 en 2000.

2.3 Une production de biens à forte Valeur Ajoutée en devenir

Au recentrage sur la demande interne, s'ajoute le développement de produits à forte VA comme base du nouveau modèle de croissance souhaité par les autorités chinoises. La hausse de la qualification de la population active ainsi que l'effort réalisé par l'Etat en matière de R&D poussent dans cette voie (Cf. Tableaux 4 et 5) (Lemoine, 2012).

Tableau 4 : Dépenses de R&D totales et nombre de brevets triadiques déposés en Chine

	1998	2000	2001	2002	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépenses de R&D totales (en % du PIB valeur)	0,65	0,90	0,95	1,07	1,23	1,32	1,39	1,40	1,47	1,70	1,76	1,84	1,98
Nombre de brevets triadiques par million d'habitants	0,04	0,06	0,08	0,12	0,16	0,23	0,24	0,30	0,34	0,50	0,52	0,67	0,72

Source : OCDE, NATIXIS, d'après Artus P. (2014b, 5)

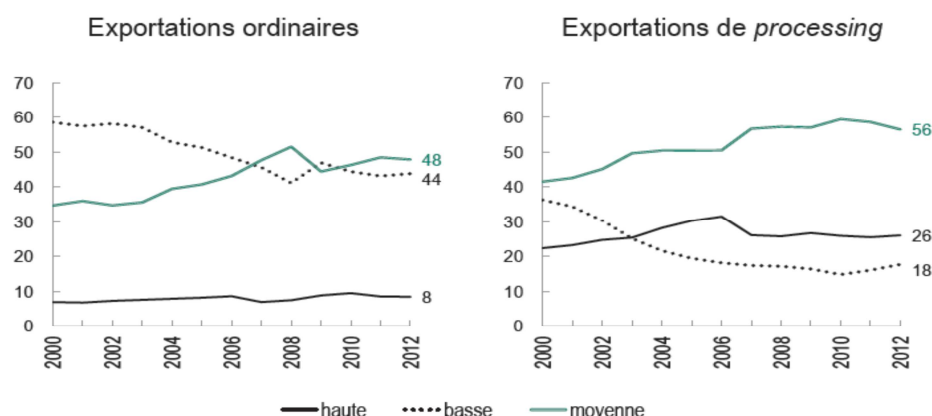
Tableau 5 : Part de la population active et des jeunes chinois avec un diplôme universitaire, en millions et en %, 1998-2013

Année	Part de la population ayant reçu une éducation supérieure*	Nombre de diplômés supérieurs par an (yc formation continue)	Nombre de diplômés par an (en % de la population active)
1998	4,8	1,7	0,23
1999	5,3	7,7	0,24
2000	6,8	1,8	0,25
2001	7,4	2,0	0,27
2002	7,9	2,5	0,34
2003	9,1	3,4	0,46
2004	9,5	4,3	0,57
2005	9,2	4,7	0,62
2006	10,2	4,6	0,60
2007	10,6	6,2	0,82
2008	10,8	6,8	0,88
2009	11,6	7,3	0,94
2010	15,5	7,7	0,99
2011	16,2	8,0	1,02
2012	16,9	8,2	1,04
2013	16,9	8,3	1,06

Sources : National Bureau of Statistics pour la part de la population in Artus P. et Xu B. (2014b, 3) UNESCO, OCDE, Banque Mondiale, Natixis pour le nombre de diplômés du supérieur par an en % et en millions in Artus P. et Xu B. (2014a, 6).

L'un des défis à relever pour arriver à la mise en place de ce nouveau modèle économique est de réduire la dépendance technologique vis-à-vis des importations étrangères. Pour l'heure, si la Chine exporte des produits de haute technologie, cela vient du fait que les firmes implantées sur son territoire assemblent sur son territoire les pièces et composants importés de l'étranger avec un fort contenu technologique. La Chine n'a pas encore rattrapé son retard. Le graphique ci-dessous met en évidence que le contenu technologique des exportations ordinaires ou de *processing* stagne en Chine depuis 2007.

Graphique 4 : Composition des exportations manufacturières ordinaires et de *processing* selon leur niveau technologique en %



Source : Statistiques des Douanes chinoises, d'après Lemoine et Unal (2015, 3)

Différentes initiatives sont mises en place par les autorités pour réduire cette dépendance aux technologies étrangères. La hausse des dépenses de R&D est l'un des éléments. Elles sont passées de 1,40% du PIB en 2007 à 1,98% du PIB en 2012.

Depuis les années 2000, les autorités chinoises soutiennent également les entreprises chinoises dans leur investissement à l'étranger, politique dite du « *go global* ». Le gouvernement chinois encourage ainsi les entreprises chinoises à augmenter leurs investissements à l'étranger pour les rendre plus compétitives au niveau mondial, mais aussi pour sécuriser leur approvisionnement en termes de ressources naturelles, de technologie et d'expertise pour le pays. Certaines entreprises ont ainsi financé leurs acquisitions étrangères par des prêts octroyés par la Banque de développement de Chine. C'est le cas de l'acquisition d'Adisseo par China National BlueStar en 2005. Cette opération correspondait au développement industriel souhaité par le gouvernement et comblait le déficit en Chine de production de méthionine et d'enzymes (Hay et al., 2009).

Le passage d'un modèle de croissance extraverti à un modèle plus introverti, plus « sino-centré » demande du temps. Cette évolution montre bien que la Chine souhaite mettre en place un mode de production et de consommation plus durable qui répondrait ainsi aux Objectifs du Développement Durable discutés dans l'agenda post-2015. En attendant cette évolution, les autorités chinoises maintiennent la croissance de leur économie en impulsant une croissance tirée par la construction et par les infrastructures publiques. Cette politique comporte des limites. Il existe actuellement un excès d'offre (d'infrastructures et de construction) mis en évidence par le freinage des prix de l'immobilier. Le boom de la construction et de l'urbanisation se terminera avec la fin des besoins de constructions supplémentaires et/ou avec l'excès de l'endettement qui touche notamment les collectivités locales. Leur dette est passée de 17% du PIB en 2007 à 28% en 2014. Le gonflement de la bulle immobilière en Chine s'explique pour partie par le besoin de financement de ces collectivités locales (Gaulard, 2014). Cette croissance par la construction ne peut être que temporaire, permettant à l'économie chinoise de monter en gamme.

Cette question de la monter en gamme de l'économie chinoise permet de poser les bases du débat sur la trappe à revenu intermédiaire. La Chine doit en effet réussir à développer des produits à forte VA afin de faire face à la trappe à revenu intermédiaire.

III/ Le nouveau modèle de croissance comme moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire ?

Ce nouveau modèle de croissance souhaité par les autorités chinoises peut être un moyen, s'il est mené à terme, de relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire pour l'économie chinoise. La question du défi de la trappe à revenu intermédiaire pour la Chine se pose de plus en plus dans la littérature (Eichengreen et al., 2011 et Cai, 2012). Avant de présenter le cas chinois (3.2), cette partie va revenir sur cette notion, formulée pour la première fois par Gill et Kharas (2007). (3.1).

3.1 Présentation de la trappe à revenu intermédiaire

Pour l'année de référence fiscale de 2015, selon la méthode Atlas de la Banque Mondiale⁶, les économies à revenu intermédiaire sont celles dont le PNB par habitant en 2013 est compris entre 1045 \$ et 12746 \$. Si les revenus de ces économies sont compris entre 1045 et 4125\$, la Banque Mondiale considère que le pays est une économie à revenu moyen inférieur. Au-delà de 4125\$, le pays est considéré comme une économie à revenu moyen supérieur. L'institution comptabilise aujourd'hui 105 pays à revenu intermédiaire : 50 pays à revenu moyen inférieur et 55 pays à revenu moyen supérieur⁷. Felipe (2012) considère, quant à lui, que les pays peuvent être considérés comme des pays à revenu intermédiaire inférieur dès lors que leur PIB par habitant calculé en ppa de 1990 est compris entre 2000 et 7250 dollars et comme pays à revenu intermédiaire supérieur dès lors que leur PIB par habitant calculé en ppa de 1990 est compris entre 7250 et 11750 dollars. Ce terme repose sur des faits empiriques. Depuis les années 60-80, des pays latino-américain et du Moyen Orient ont intégré cette catégorie mais ne l'ont jamais dépassé. Selon la Banque Mondiale (2013), sur 101 économies à revenu intermédiaire en 1960, seules 13 économies ont pu passer dans la catégorie des pays à revenus élevés : la Guinée Equatoriale, la Grèce, Hong Kong, l'Irlande, l'Israël, le Japon, l'île Maurice, le Portugal, Porto Rico, la Corée du Sud, Singapour, l'Espagne et Taiwan. Cette catégorie de pays est souvent remise en question. Elle se définit par rapport à un niveau de revenus qui ne reflète pas un niveau similaire de développement économique, politique et social entre ces pays. Ainsi la catégorie apparaît disparate et hétérogène. Par ailleurs, la progression des revenus de ces pays n'est pas linéaire et ne signifie pas forcément une diminution de la pauvreté (UNDP, 2013).

Certaines études montrent qu'à partir d'un certain seuil de PIB par habitant en ppa, les économies connaissent un ralentissement de leur croissance. Wang et al. (2010) évaluent ce seuil à 7000 dollars avec en moyenne un ralentissement de 2,8 points. Eichengreen et al. (2011 et 2012) évaluent ce seuil à 16 740 dollars internationaux constants de 2005 avec une baisse de 2 points en moyenne. Eichengreen et al. (2013) approfondissent leur première analyse et proposent, dans une nouvelle étude, deux stades du revenu par habitant pour lesquels un ralentissement de la croissance peut être constaté. Le premier stade est compris entre 10 000 et 11 000 dollars, le second entre 15 000 et 16 000 dollars. La croissance des pays à revenu intermédiaire ralentirait ainsi en deux étapes. Eichengreen et al. (2011 et 2012) montrent que cette chute de la croissance est due principalement au ralentissement de la productivité. 85% de la baisse de la croissance s'expliquerait par un ralentissement de la productivité globale des facteurs.

Selon les études, les seuils (et la façon dont ils sont comptabilisés) de ralentissement de la croissance diffèrent. La méthode de comptabilisation peut être un élément d'explication. Mais ce qui est important de retenir, c'est que ces études montrent toutes qu'après une période initiale de fort essor, les pays connaissent une baisse de leur croissance économique. Au début de leur développement économique, ces économies sont compétitives sur les marchés internationaux en produisant des biens à bas prix et intensifs en main d'œuvre utilisant des technologies étrangères. Ils ont des gains de productivité élevés dus notamment à la réallocation du facteur travail, passant d'un secteur agricole à faible productivité à un secteur manufacturier à forte productivité. Une fois atteint le stade de revenu moyen, la main d'œuvre rural sous-employée diminue et les salaires augmentent, érodant la compétitivité. Le ralentissement de la croissance coïncide ainsi au moment où il n'est plus possible d'augmenter la productivité par la

⁶ Pour des précisions sur la méthode de calcul, voir <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/378832-what-is-the-world-bank-atlas-method>

⁷ [http://data.worldbank.org/about/country-and-lending-groups#East Asia and Pacific](http://data.worldbank.org/about/country-and-lending-groups#East_Asia_and_Pacific)

réallocation sectorielle des travailleurs provenant du secteur agricole vers le secteur industriel et où les gains provenant des importations de technologies étrangères diminuent significativement (Agénor et Canuto, 2012b).

Dans leur étude de 2013, Eichengreen et al. mettent en évidence que les pays, où le niveau d'éducation dans le secondaire et le supérieur est élevé et où les produits de haute technologie représentent une part importante des exportations, sont moins susceptibles de tomber dans le piège du revenu intermédiaire. Ils soulignent aussi la nécessité d'abandonner les activités à faible VA et d'améliorer le capital humain.

Selon Agénor et Canuto (2012 a et b), ce piège peut être évité :

- si le pays développe un accès aux infrastructures de pointe, particulièrement dans les réseaux de communication haut-débit. La disponibilité des informations et des infrastructures de communication de bonne qualité joue un rôle important dans la promotion de l'innovation en facilitant la circulation bon marché des flux de connaissances au sein et à travers les frontières nationales tout en réduisant les coûts du commerce international et des investissements étrangers.
- si le pays renforce les droits de propriété en vigueur sur son territoire. Cela permet d'inciter les individus et les firmes à s'engager dans le processus d'innovation
- si le pays réforme le marché du travail. Les rigidités sur le marché du travail peuvent décourager l'embauche.

Les dragons asiatiques (Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud et Singapour) ont, selon ces auteurs, mis en place de telles politiques qui leur ont permis de développer leurs propres innovations. Ils ont pu ainsi éviter la trappe à revenu intermédiaire. Cette question se pose actuellement pour la Chine.

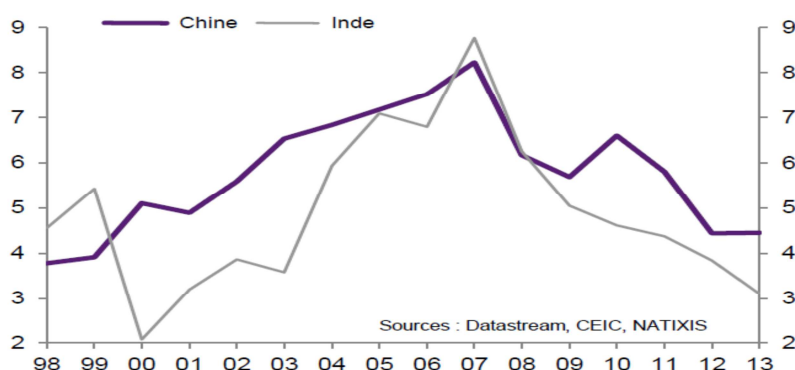
3.2 La Chine et la trappe à revenu intermédiaire

Si nous prenons en compte le RNB par habitant en dollars courants, selon la méthode Atlas de la Banque Mondiale, la Chine a intégré depuis 2001 la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Elle est passée à la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur en 2010 avec un RNB de 4240 dollars. En 2013, son RNB par habitant s'élève à 6560 dollars. Selon les données du FMI⁸, le PIB par habitant en ppa de la Chine s'élève à 11 886 dollars en 2013 (12 880 dollars en 2014 selon les estimations). En 2008, elle dépasse ainsi le seuil des 7000 dollars avec 7400 dollars.

Les pays à revenu intermédiaire font face à plusieurs défis. D'un côté, ils ont des salaires trop élevés pour rester compétitifs dans la production et l'exportation de biens intensifs en main d'œuvre et standardisés. D'un autre côté, leur productivité n'est pas assez élevée pour permettre de faire face à la concurrence des productions de haute technologie. La Chine se situe dans ce cas de figure. La hausse des salaires chinois ne lui permet plus d'être spécialisée dans les biens à faible VA. Elle subit la concurrence des pays à revenus plus faibles, d'autant qu'elle connaît en parallèle une baisse de sa productivité (Cf. Graphique 5). Les gains de productivité ne compensent plus la hausse des salaires mises en place par les autorités chinoises depuis 2008. La compétitivité-cout de la Chine s'en trouve ainsi dégradée. L'évolution du coût salarial unitaire le démontre (Cf. Graphique 6). Cette baisse de la productivité fait craindre également que l'économie chinoise ne puisse pas se spécialiser dans des biens à plus forte VA dont les composants seraient, pour la plupart, réalisés sur le sol chinois. Si cela s'avère effectif, l'économie chinoise ne pourra pas faire face à la concurrence des pays développés. Elle connaît par ailleurs un ralentissement de sa croissance économique depuis 2008. Le gouvernement chinois annonce une croissance de l'ordre de 7,4% en 2014. La question de la trappe à revenu intermédiaire se pose ainsi pour la Chine.

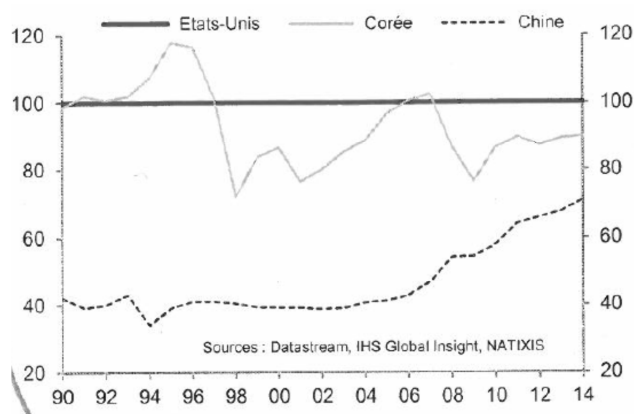
⁸ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/01/weodata/index.aspx>

Graphique 5 : Productivité par tête en % et par an pour la Chine et l'Inde



Source : Artus P. et Xu B. (2014b, 13)

Graphique 6 : Coût salarial unitaire, en \$, base 100 Etats-Unis, 1990-2014



Source : Artus P. (2014b, 4)

L'évolution du modèle chinois semble répondre pour partie à ce défi, en mettant l'accent notamment sur la production de biens à forte technicité. Eichengreen et al. (2013) affirment que la Chine semble plutôt avantagée dans le développement d'un capital humain de grande qualité. La durée moyenne de scolarité dans le secondaire est de 3,17ans en Chine, un chiffre légèrement supérieur aux pays qui n'ont pas su éviter la trappe à revenu intermédiaire, à savoir 2,72 ans. Elle doit néanmoins continuer ses efforts dans le développement de l'enseignement supérieur, le rendre plus flexible et ne pas seulement privilégier les universités sous la responsabilité des autorités centrales. La hausse de la population ayant reçu une éducation supérieure va dans ce sens. Elle passe de 4,8% en 1998 à 16,9% en 2013 (Cf. Tableau 5).

Lors du XIème plan, la Chine a amélioré le niveau de sa recherche ainsi que sa reconnaissance au niveau international. Elle est passée du 5ème rang au 2ème rang mondial en nombre d'articles publiés dans des revues internationales et du 13ème rang au 8ème rang en nombre d'articles cités. Le facteur humain (chercheurs et personnel assimilé), de son côté, a été porté à 2,55 millions d'équivalents temps plein (ETP) en 2010, un chiffre en croissance de 13 % par an sur la période 2006-2010. Enfin, les différentes infrastructures de recherches chinoises ont connu un essor important : constructions de 156 nouveaux laboratoires clé d'Etat, portant leur nombre total à 333 en 2010 ; construction de 114 nouveaux centres de recherche nationaux en ingénierie (387 au total en 2010) et création supplémentaire de zones nationales de haute technologie (ou parcs technologiques), passant de 27 à 88 en 2011 (Site Ambassade de France⁹).

Les orientations du XIIème plan visent à continuer le développement de la R&D notamment le développement de la recherche fondamentale qui représente seulement 4,6% des dépenses totales (11%

⁹ <http://www.ambafrance-cn.org/Le-12eme-plan-quinquennal-pour-la-science-et-la-technologie>

pour les Instituts de Recherche, 30,1% pour l'éducation supérieure et 2,4% pour les entreprises). Les autorités souhaitent, pour ce faire, développer des coopérations avec des laboratoires étrangers. Le XIIème plan renforce aussi les capacités technologiques et la sophistication technologique de la production et des exportations *via* des investissements importants réalisés dans les infrastructures physiques, telles que les énergies renouvelables, la logistique, les communications (Schellekens, 2013). Il est fait référence à un concept d'innovation 100% chinoise. Il existe une véritable volonté de développer sa propre technologie. La hausse des qualifications (Cf. Tableau 5) et de la R&D (Cf. Tableau 4) va dans ce sens ainsi que le développement de partenariats avec des investisseurs étrangers pour favoriser les transferts de technologie ou le développement des IDE sortants.

Ces premiers éléments semblent indiquer que la Chine s'engage sur la bonne voie. Néanmoins il faut rester prudent car les autorités centrales doivent continuer leur effort et certains facteurs laissent penser que la Chine peut encore être rattrapée par ce défi. Si on compare brièvement la situation de la Chine sur certains points avec la Corée du Sud, pays qui a réussi à relever le défi, des doutes persistent sur la situation chinoise. En 1960, la Corée du Sud est l'un des pays les pauvres au monde avec un revenu par habitant de 100 dollars. Selon la classification de la Banque Mondiale, la Corée du Sud a été considérée comme un pays à revenu intermédiaire entre 1977 et 1996 (UNDP, 2013). En 1996, elle intègre les pays de l'OCDE. Aujourd'hui, le dragon asiatique jouit d'un PIB par habitant en ppa équivalent ou supérieur aux pays de l'Union européenne. En 2013, le niveau de vie de la Corée du Sud (33 156) avoisine celui de la France (35680 dollars). La situation économique sud-coréenne des années 90 était équivalente à celle que connaît la Chine actuellement. Si on regarde l'évolution des dépenses de R&D, du nombre de brevets et de robots industriels achetés (Cf. Tableau 6), on constate que le niveau des dépenses de R&D est certes à peu près équivalent à celui sud-coréen des années 90. Par contre, cela n'est pas du tout le cas pour les deux autres points. Le nombre de brevets triadiques est deux fois plus faible pour la Chine. Il en va de même pour le nombre de robots industriels achetés par million d'habitants. Les efforts des autorités chinoises doivent perdurer afin d'instaurer ce nouveau modèle de croissance pour *in fine* arriver si possible à dépasser la trappe à revenu intermédiaire.

Tableau 6 : R&D (%), Brevets triadiques et robots industriels achetés (par millions d'habitant) pour la Chine et la Corée du Sud, 1991-2012

		1991	1993	1995	1997	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012
Dép. R&D en % du PIB valeur	Corée	1,8	2,06	2,3	2,41	2,26	2,3	2,4	2,68	3,01	3,36	3,74	4,36
	Chine	0,73	0,7	0,57	0,64	0,65	0,9	1,07	1,23	1,39	1,47	1,76	1,98
Nb de brevets triadiques par million d'hab.	Corée	1,97	3,71	7,34	8,42	10,2	15,58	25,02	36,72	31,8	30,27	32,8	38,25
	Chine	0,01	0,01	0,02	0,03	0,04	0,06	0,12	0,17	0,24	0,34	0,52	0,72
Nb de robots industriels achetés par million d'hab.	Corée	16,69	35,28	74,65	108,63	30,75	100,34	83,36	112,29	218,72	232,78	468,47	183,95
	Chine	-	-	-	-	-	-	0,41	2,7	4,41	5,94	11,15	7,35

Source : d'après Artus P. (2014b, 5)

Conclusion

La Chine, depuis le début des années 2000, met en place des mesures économiques et politiques afin de faire évoluer son modèle de croissance et d'aboutir à un développement plus autocentré et moins dépendant des débouchés et des technologies étrangères. Les mesures commencent à porter leurs fruits. Une inflexion du commerce extérieur chinois est constatée depuis 2008. Néanmoins, les bases de ce nouveau modèle, à savoir la demande interne et la production de biens à forte VA, doivent être consolidées dans l'avenir afin qu'à terme, la Chine puisse relever pleinement le défi de la trappe à revenu intermédiaire. De la réussite de ce nouveau modèle dépend la réussite de ce défi posé à la Chine.

Bibliographie

- AGENOR P-R., CANUTO O. (2012a) Middle-Income Growth Traps, *World Bank policy research working paper*, n° 6210, 38p.
- AGENOR P-R., CANUTO O. (2012b) Avoiding Middle-Income Growth Traps, *Economic Premise Note Series*, World Bank, n°98, novembre, 7p.
- AGLIETTA M., LANDRY Y. (2007) *La Chine vers la superpuissance*, Economica, Paris, 176p.
- ARTUS P. (2015) La Chine, plus une menace pour le climat ?, *Flash Problèmes structurels Recherche économique Natixis*, n° 266, 26 mars, 12p.
- ARTUS P. (2014a) Le ralentissement de la croissance en Chine : quelle ampleur réelle ? quels effets ?, *Flash Economie Natixis*, n°847, 24 octobre, 10p.
- ARTUS P. (2014b) La capacité à monter en gamme d'un pays émergent : la Corée et la Chine lorsque la Corée avait le même niveau de revenu que la Chine, *Flash économie Natixis*, Recherche économique, n°545, 7 juillet, 8p.
- ARTUS P., XU B. (2014a) Moteurs de la croissance, montée en gamme : la Chine aujourd'hui, comparée à la Corée dans les années 1980 et du Japon dans les années 1970, *Flash Problèmes structurels Recherche économique Natixis*, n° 273, 7 avril, 11p.
- ARTUS P., XU B. (2014b) Chine et Inde : deux modèles de développement très différents, *Flash Problèmes structurels Recherche économique Natixis*, n° 482, 17 juin, 14p.
- BANQUE MONDIALE (2013) *China 2030, Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society*, Washington, 442 p.
- BERTHAUD P., FIGUIERE C., GUILHOT L. (2015) La position de la Chine dans les négociations environnement/climat : les apports de l'EPI, *Communication au Colloque international « Recherche et Régulation »*, Paris, 10-12 juin.
- BOULANGER E. (2006) A la conquête de la Chine, la nouvelle expansion des réseaux de production des kereitsu, in DEBLOCK C., REGNAULT H. (dir) *Nord-Sud : la reconnexion périphérique*, Editions Athéna, Montréal.
- CAI F. (2012) Is There a « Middle-income Trap » ? Theories, Experiences and Relevance to China, *China & World Economy*, vol 20, n° 1, 49-61.
- CLEMENT M., ROUGIER E. (2015) Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est : un état des lieux, *Mondes en développement*, n°169, vol 1, 31-45.
- CONSTANTINESCU C., MATTOO A., RUTA M. (2014) Slow Trade, *Finance & Development*, December, 39-41.
- DE RAMBURES D. (2013) Chine: le chaînon faible, *Vie & Sciences de l'entreprise*, n°195-196, 198-209.
- EICHENGREEN B., PARK D., SHIN K. (2013) Growth slowdowns redux: New evidence on the middle-income trap, *NBER working paper*, n° 18673, janvier.
- EICHENGREEN B., PARK D., SHIN K. (2012) When fast growing economies slow down: International evidence and implications for China, *Asian Economic Paper*, vol 11, n° 1, winter/spring, 42-87.
- EICHENGREEN B., PARK D., SHIN K. (2011) When fast growing economies slow down: International evidence and implications for China, *NBER working paper*, n° 16919, mars, 48p.
- FABRE G. (2014) La part du lion: les dessous du ralentissement économique chinois, *Revue Tiers Monde*, vol 3, n°3, 39-58.
- FELIPE J. (2012) Tracking the Middle-Income Trap: what it is, Who is in it, and Why?, *ADB Economic Working Paper Series*, 306, March, 37p.
- FIGUIERE C., GUILHOT L. (2011) Évolution du rôle du yuan en Asie Orientale : la guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?, *Les Notes de l'Irasec*, n°11, Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 30 p, mai.
- FIGUIERE C., GUILHOT L. (2010) Rattrapage asiatique : l'enjeu de la crise ?, *Mondes en Développement*, n°150, vol 38, 123-154.
- FIGUIERE C., GUILHOT L. (2008) La Chine, prochain leader économique de l'Asie Orientale ?, *Région et Développement*, n°28, 151-180.
- GAULARD M. (2014) Les dangers de la bulle immobilière chinoise, *Revue Tiers Monde*, n°3, vol 3, 77-96.
- GAULIER G., LEMOINE F., UNAL-KESENCI D. (2006) China's Emergence and the Reorganization of Trade Flows in Asia, *Working Paper CEPPI*, n°2006-05, mars.
- GILL I., KHARAS H. (2007) *An East Asian Renaissance: Ideas for Economic Growth*, Washington, DC, World Bank, 386p.
- HAY F., MILLELI C., SHI Y. (2009) *Les firmes chinoises et indiennes à la conquête de l'Europe?*, Presses Universitaires de Rennes, collection "Economie et Société", 130p.
- LECTARD P., PIVETEAU A. (2015) Les voies inattendues de l'industrialisation tardive : variété des profils exportateurs et discontinuité du changement structurel en Asie de l'Est, *Mondes en développement*, n°169, vol 1, 13-30.
- LEMOINE F. (2014) L'évolution de l'économie chinoise change la donne sur le marché mondial, *Billet du CEPPI*, 24 mars.

- LEMOINE F. (2012) La Chine en route vers la prospérité, *L'Economie politique*, n°56, pp 6-19.
- LEMOINE F., UNAL D. (2015) Mutations du commerce extérieur chinois, *La Lettre du Cepii*, n°352, mars, 4p.
- LEMOINE F., PONCET S., UNAL D., CASSE C. (2015) L'usine du monde au ralenti ou le changement du commerce extérieur chinois, *Working Paper du CEPII*, n°2015-04, mars, 60p.
- MOLINIER M-L., RAYNAUD N., GUILLET R., PELLE R. (2011) Bulletin économique Chine, *DG Trésor*, mars, n°34.
- OCDE (2013) Etudes économiques de l'OCDE sur la Chine, mars, 182 p.
- OCDE (2010) Etudes économiques de l'OCDE sur la Chine, février, vol 10/6, 263 p.
- RAVENHILL J. (2006) Is China an economic threat to Southeast Asia?, *Australian National University Working Paper*, n°2006/4, mai.
- SCHELLEKENS P. (2013) A Changing China: Implications for Developing Countries, *Economic Premise Note Series*, World Bank, n°118, may, 9p.
- TORIJA ZANE E., XU B. (2012) Le freinage des exportations asiatiques : des causes cycliques et structurelles, *Flash Economie Natixis*, Recherche économique, n°558, 27 aout.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (2013) *Challenges of the middle-income countries Seoul Debates*, december, 130p.
- WANG Q., ZHANG S., HO E. (2010) Chinese Economy through 2020, *Morgan Stanley Blue Papers*, Morgan Stanley Research Asia/Pacific, 8 novembre, 41p.
- ZHOU D., DELBOSC A. (2013) Les outils économiques de la politique énergie-climat chinoises à l'heure du 12^{ème} plan quinquennal, *Etude Climat*, CDC Climat Recherche, n°38, 35 p.